

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Contribution des communes de résidence aux frais de scolarité des enfants non montpelliérains scolarisés à l'école publique - Approbation

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

Conformément à l'article L.212-8 du Code de l'éducation, la commune de résidence doit contribuer aux frais de scolarités engagés par la commune d'accueil. En effet, la scolarisation, à Montpellier, d'un élève domicilié dans une autre commune, implique des frais de fonctionnement pour la Ville de Montpellier.

Le coût moyen de scolarisation d'un élève s'élève à 1090 € pour un élève de maternelle et 520 € pour un élève de niveau élémentaire. Cela correspond au montant de la participation obligatoire pour les établissements privés sous contrat. Il est proposé de fixer ces mêmes montants pour la participation des communes de résidence des enfants non montpelliérains scolarisés dans les écoles publiques.

La Ville de Montpellier facturera à la commune de résidence d'un élève domicilié hors commune et scolarisé dans une école publique de Montpellier, le coût de scolarisation de cet élève. La facturation sera établie annuellement, sur la base des effectifs constatés à la rentrée scolaire, et adressée à la commune de résidence de l'élève.

De la même façon, la Ville de Montpellier participe à la scolarisation des enfants montpelliérains scolarisés dans une autre commune. Cette dépense est déjà inscrite au budget primitif.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les montants de 1090 € par élève en maternelle et 520 € par élève en élémentaire, pour la participation des communes de résidence des enfants non montpelliérains scolarisés dans les écoles publiques ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- De charger Monsieur le Maire, ou son représentant, de solliciter les communes concernées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 décembre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-285735-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.